

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1584

Artikel: UDC : le goût de la nuisance
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021632>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le goût de la nuisance

L'Union démocratique du centre préfère l'opposition. Intégrée ou pas à l'exécutif, sa stratégie reste la même: perturber l'action gouvernementale. C'est le cas de la ville et du canton de Zurich.

Intégrer l'UDC et son chef au sein du Conseil fédéral pour mieux les contrôler; éviter ainsi le scénario de l'opposition frontale annoncée par les démocrates du centre au cas où leur serait refusée une double présence au gouvernement, scénario qui risquerait de paralyser le pays pour quatre ans. Tel était en gros l'argument tactique avancé par les partisans d'une meilleure représentation de l'UDC dans l'exécutif fédéral. La double expérience zurichoise montre que si l'UDC n'est pas contrôlable, sa capaci-

té de nuisance reste toutefois limitée.

Le parti contre son conseiller d'Etat

L'UDC est présente depuis quatre-vingts ans au Conseil d'Etat zurichois. Ses deux représentants actuels, Rita Fuhrer et Christian Huber, se reconnaissent pleinement dans la ligne dure du parti. Cette participation à la responsabilité gouvernementale n'empêche pas la députation de mener la vie dure à l'exécutif et de poser des exigences in-

sensées. Dès le début de la législature, en 1999, l'UDC a demandé une réduction d'impôts de 20% et des économies budgétaires d'un montant de deux milliards. Cette intransigeance a empêché trois ans sur quatre l'adoption du budget cantonal dans les temps, un budget par ailleurs défendu par... Christian Huber et qui n'a trouvé une majorité qu'avec l'appui socialiste. En votation populaire, l'UDC a réussi à faire capoter la réforme scolaire et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, deux pro-

jets pourtant longuement négociés au Grand Conseil.

En ville de Zurich, l'UDC n'est plus représentée à la municipalité depuis treize ans. Cette formation suit une politique d'opposition caractérisée. Ainsi lors du dernier débat budgétaire, elle a exigé des coupures pour 350 millions de francs, sans préciser la nature des économies à réaliser. Mais, parce que les autres partis, et notamment les radicaux, n'apportent aucun soutien à l'UDC, cette dernière n'a guère d'impact sur la vie politique municipale. *jd*

Election du Conseil fédéral à la télévision

La politique du gros plan

La tête de Christoph Blocher au moment de l'élection occupe l'écran de la télévision. L'objectif l'isole, l'arrache à son entourage, pourtant serré comme un seul homme autour du chef. Décapité, il sourit. La satisfaction du travail bien accompli quadrille son visage. On le voit parfaitement. On scrute sa peau, un rien transparente.

L'expression sévère de Max Binder, le président du Conseil national qui dirige les débats, va et vient comme un refrain en images. Un coup sec à la cloche et il débite les résultats. Il efface toute émotion. C'est le maître d'école. Il mène la classe qui furtivement vaque toujours à ses occupations en plan large. L'histoire et le direct s'accommodent des habitudes cyclothymiques, des faiblesses humaines, de l'envie irrésistibles de faire autre chose. Les caméras les poursuivent, les fixent au pilori cathodique, les dénoncent. Mais les spectateurs sont indulgents. L'occasion est trop belle de voir de

près, nez à nez enfin, ces messieurs et ces rares dames de Berne.

Ruth Metzler déboule par le couloir central. La déception déforme sa démarche. Ensuite apparaît le sourire plâtre. Le maquillage craquelle, mais tient bon. On devine l'émotion, évacuée par l'absence de profondeur. On se dit qu'elle est très digne quand elle remercie l'assistance qui vient de la virer. Ou alors complètement écervelée. Mais la télévision l'écrase derrière la tribune laquée. Pas d'éclat. Dommage, le drame s'es-souffle. L'Assemblée applaudit en panoramique. Ruth Metzler mord son amertume. Les hommes s'approchent, l'embrassent. Des judas en veston cravate, plutôt ravis de ne pas être à sa place. Elle sort du cadre, définitivement. C'est une morte symbolique, purement virtuelle. Trente secondes après on a tout oublié. Christoph Blocher observe. Figé lui aussi. Double de lui-même.

L'image n'est pas étrangère à la dispari-

tion. Roland Barthes avait raison. Le gros plan en est l'indice exemplaire. Plus les députés se réduisent à des grosses têtes parlantes, baillantes, téléphonantes plus la politique égare son corps, hors plan. Lors des interviews, personne ne dit rien. Les choses sérieuses se passent ailleurs. L'action se déroule dans d'autres lieux. La télévision nous montre un univers immobile. Rien n'arrive. Littéralement. Le montage élimine la continuité, la vie d'une certaine façon. Il s'en débarrasse. Et avec elle, le temps s'évapore.

Voilà pourquoi la politique vue à l'écran paraît si artificielle. La succession de plans singe le mouvement. Elle amoncelle les poses et les attitudes. On balaie ainsi des séquences alignées dans l'illusion du spectacle et des sentiments. L'animateur s'empresse de le rappeler car l'amnésie guette. La télévision est l'ennemie mortelle de la politique. *md*